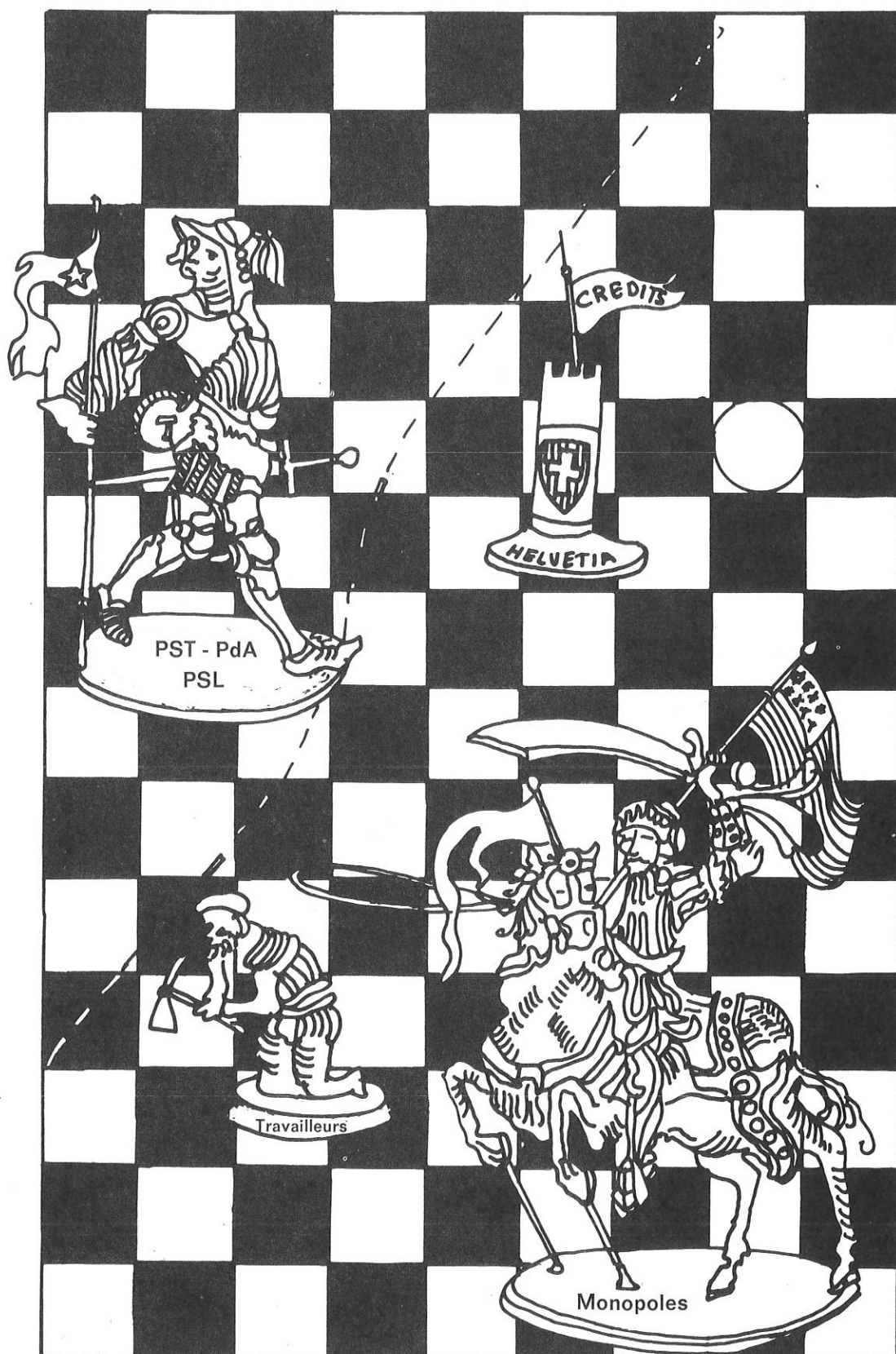


Stratégie et tactique du PST

Strategie und Taktik der PdA

Strategia e tattica del PSL



VI STRATEGIE ET TACTIQUE DU PARTI SUISSE DU TRAVAIL

Nous vivons à l'époque d'une transformation fondamentale du monde, par le passage de la société capitaliste, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, à une société socialiste, dans laquelle les moyens de production sont au service de tous.

Les crises répétées, provenant des contradictions internes du capitalisme (guerres, chômage, "surchauffe" économique, crise de l'énergie, crises politiques, dégradation morale, etc, etc) nous montrent les limites et les aspects néfastes de ce système et nous prouvent la nécessité d'en changer.

Le capitalisme constitue l'obstacle principal à la satisfaction des intérêts matériels et moraux du monde contemporain. A l'origine de cette situation, il faut voir la contradiction entre le caractère collectif de la production et l'accaparement privé des bénéfices de cette production.

Par sa logique propre, le capitalisme dévoie les progrès scientifiques et techniques (par exemple: utilisation pacifique de l'énergie nucléaire), il conduit au gaspillage des forces productives (chômage) et au démantèlement des unités de production (par exemple: Bulova, Zénith, Dubied, Matisa et autres usines fermées ou menacées de l'être).

Il entrave le développement harmonieux de la société, l'épanouissement complet des êtres humains, soumis ou sacrifiés à la course au profit; il contient les germes de régimes anti-démocratiques (Chili par ex.). Enfin, il menace en permanence la sécurité et la paix dans le monde.

C'est aussi pour dépasser les contradictions internes du capitalisme, pour anihiler ses tares, que le socialisme devient une nécessité.

LA SUISSE N'EST PAS SEULE

Depuis la Révolution d'Octobre 1917, de nombreux peuples ont accompli la transformation révolutionnaire de leur société en une société socialiste. A côté du monde capitaliste, de moins en moins stable et fort, se développe un monde socialiste dont la puissance économique et le niveau culturel s'accroissent sans cesse.

L'existence d'un camp socialiste a déjà transformé considérablement les données de la politique mondiale:

- La paix d'abord. Une des constantes de la politique de l'URSS et des Etats socialistes a été la recherche de la paix, de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents. Cette politique nous a épargné, jusqu'ici, les destructions d'une nouvelle guerre généralisée, mondiale. Elle a permis d'arrêter des conflits régionaux en limitant les dégâts.
- La liberté. Le changement du rapport des forces a permis à presque tous les peuples autrefois colonisés, d'accéder à l'indépendance nationale, et assez souvent même sans recourir à de dures guerres de libération. Les Etats, dits du Tiers-Monde, constituent l'essentiel du groupe des Etats non-alignés, refusant de s'intégrer dans les systèmes politico-militaires mis en place par le capitalisme impérialiste (OTAN-OTASE, Organisation des Etats d'Amérique, etc).
- La démocratie enfin. En Suisse même, le parti communiste, la fraction de gauche du parti socialiste et d'autres organisations furent dissoutes et contraintes à la clandestinité durant la période du fascisme "triomphant", 1937-1944. La victoire remportée par l'Armée rouge, le développement des forces progressistes dans le monde, ont permis la réorganisation légale d'un parti marxiste dans notre pays.

Par sa présence, par son poids, le camp socialiste accroît les possibilités de développement des forces progressistes même dans les Etats capitalistes. Dans la situation nouvelle, on peut espérer que la transformation de la société se fasse par des moyens légaux et pacifiques, sans que la réaction recoure à la force de façon certaine en déclenchant une contre-révolution sanglante.

Ces conditions nous amènent à penser que le changement de société est non seulement nécessaire, mais possible.

LE REFORMISME

Le capitalisme, même affaibli, demeure vivace et désireux de survivre. Ses tares, même rédhibitoires, n'amènent pas automatiquement à conclure à la nécessité d'une transformation profonde, du passage au socialisme.

Sans être capitalistes eux-mêmes, de nombreuses personnes espèrent pouvoir corriger les défauts en conservant le système. Elles se regroupent au sein de partis réformistes, particulièrement puissants et actifs dans les Etats capitalistes développés, mais qui jusqu'à présent ont eu peu d'influence dans les pays du Tiers-Monde.

Les partis réformistes - sociaux-démocrates - expriment l'insatisfaction profonde de la classe ouvrière, et plus encore des employés et des fonctionnaires semble-t-il, devant les inégalités nées de la division en classes sociales antagonistes; devant le mauvais fonctionnement de la société capitaliste.

La dénonciation de ces tares donne un ton "révolutionnaire" au discours réformiste. Mais les solutions proposées pèchent toutes par le même défaut: elles visent à maintenir la propriété privée des moyens de production, elles ne remettent pas en cause le système.

Notre parti, qui se veut révolutionnaire, propose aussi des réformes (par exemple: A.V.S. - assurance maladie - fiscalité) ayant pour but immédiat l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Mais, le faisant, nous savons que notre action demeure limitée, que nous avons un autre but. Pas les réformistes, et c'est ce qui nous différencie. Ils peuvent s'élever vivement contre tel ou tel aspect du capitalisme, ils n'en continuent pas moins à le soutenir.

Peut-être que la principale raison de cet attachement au capitalisme réside dans la confusion entre les institutions démocratiques qui règlent la vie interne de plusieurs Etats capitalistes et la propriété privée des moyens de production; cette "liberté du commerce et de l'industrie" que la propagande bourgeoise fait passer pour la LIBERTE.

En Europe capitaliste, les partis sociaux-démocrates ont acquis une grande puissance. Assumant la direction politique de plusieurs Etats, ils peuvent mieux faire accepter les conséquences d'une politique menée au bénéfice du capitalisme en période de crise.

De plus, les capitalistes peuvent très habilement concéder quelques réformes et quelques avantages à la classe ouvrière d'un Etat comme la Suisse, pour garantir une politique de "paix sociale" profitable aux manoeuvres financières du capitalisme mondial. Cette habileté peut faire croire à l'efficacité du réformisme.

Nous voyons donc que si le changement de société nous apparaît nécessaire et possible, il ne s'impose pas encore à toutes les consciences et n'est pas fatal.

Par conséquent, la présence d'un parti marxiste fort contribue à orienter les partis réformistes vers une transformation révolutionnaire de la société.



Agir à l'entreprise
Die Arbeit in den Betrieben
Azione sul posto di lavoro

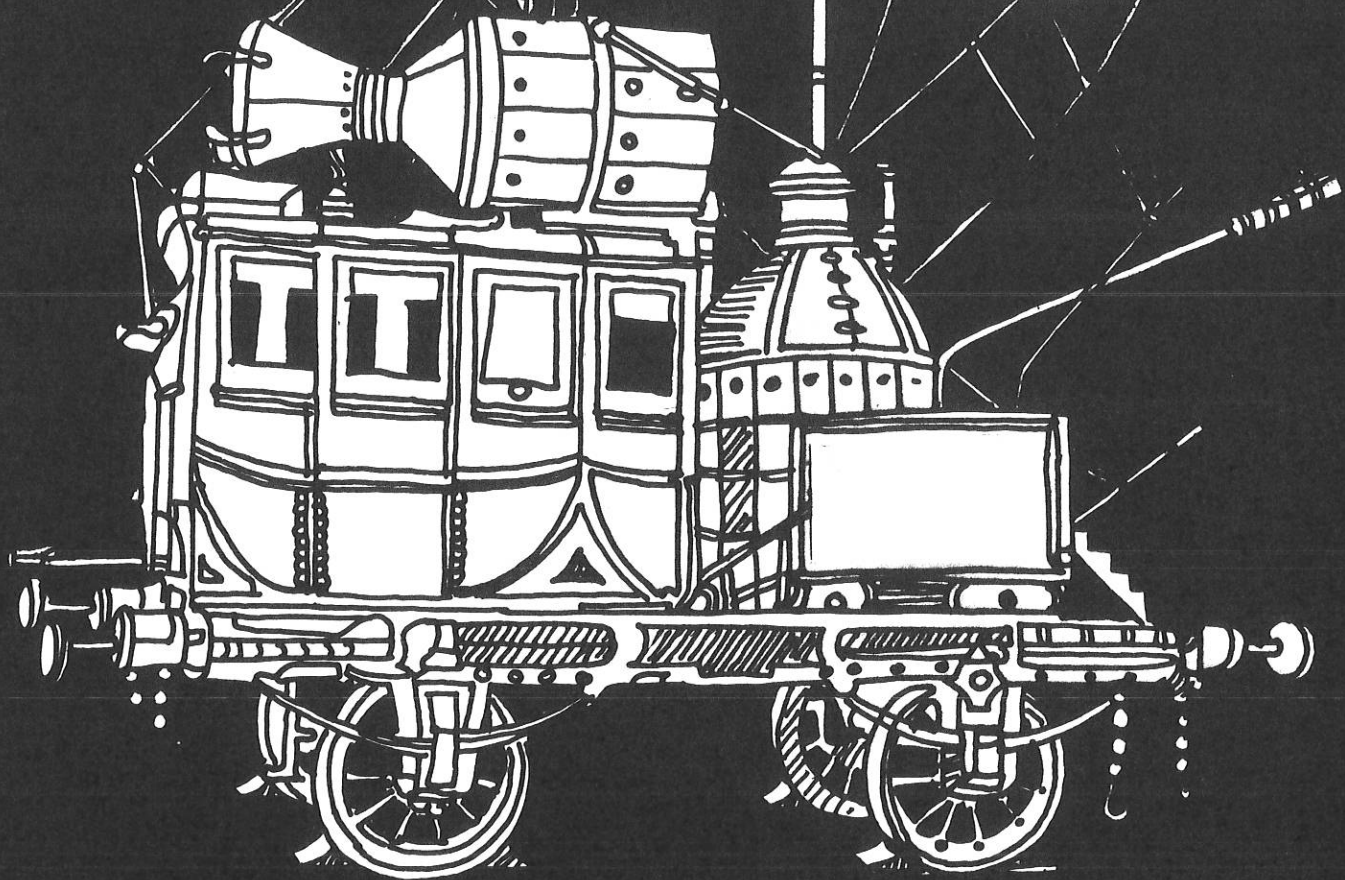
Agir au parlement
Die Arbeit im Parlament
Azione parlamentare

Militer au syndicat
Die Arbeit in den Gewerkschaften
Attività sindacale

Droits des femmes
Die Rechte der Frau
Diritti delle donne

Travailleurs immigrés
Ausländischen Arbeiter
Lavoratori stranieri

La jeunesse
Die Jugend
Problemi dei giovani



Les formes de notre lutte
Die Aktionsmöglichkeiten
Gli aspetti della nostra lotta

Partir de la réalité suisse

La stratégie et la tactique du Parti suisse du Travail sont définies dans les documents élaborés et adoptés par les Congrès, Conférences nationales et autres assises du parti.

A ce propos, les thèses sur la politique du PST adoptées par la Conférence nationale des 12 et 13 juin 1971, à Lausanne, constituent la référence de base.

Rien de sérieux ne peut être envisagé qui ne respecte pas la confiance totale dans les institutions démocratiques. Mais le fait que les droits des citoyens sont réduits à néant chaque fois qu'ils pourraient s'opposer à la domination du capital n'apparaît pas à la conscience de la majorité du peuple. C'est le rôle de notre parti de dénoncer cette violation constante des droits populaires, à faire remarquer le côté formel que prend souvent la démocratie en régime bourgeois. (exemple: l'invalidation de l'initiative du PST contre la vie chère, munie de 90'000 signatures, en 1977)

La liberté et la démocratie sont les conditions indispensables au passage à une société socialiste.

Tels qu'ils sont, les droits constitutionnels et les libertés populaires qui ont été acquis au cours des siècles sont un bien précieux que la classe ouvrière défendra, tout en s'efforçant d'en étendre le champ et d'en assurer la réalité.

Le PST lutte pour l'instauration d'une société socialiste avec l'appui des masses populaires. La société que nous voulons ne saurait s'établir sans le concours d'une large et profonde adhésion populaire. Le socialisme ne peut être imposé. Ni par quelques-uns, ni d'en haut, ni de l'extérieur.

En partant des institutions démocratiques de notre pays, en les développant, en leur donnant leur sens véritable, il est possible d'instaurer une société socialiste.

PROCEDER A DE PROFONDES REFORMES DEMOCRATIQUES

La Conférence des Partis communistes et ouvriers d'Europe, Berlin 1976, a défini la nécessité de procéder - et ceci est également valable pour la Suisse - à de profondes transformations démocratiques qui permettent à chaque peuple de combattre avec succès la crise qui frappe le capitalisme et qui répondent aux exigences de liberté, de progrès, de justice et de sécurité.

Ces transformations radicales, qui tiendront compte des conditions propres à chaque pays, auront pour objectif de limiter, puis de briser la domination des monopoles sur la nation, de démocratiser la vie politique, économique et sociale. Elles comporteront, en général, la nationalisation des secteurs clés de l'économie, sous contrôle démocratique, avec une participation effective des syndicats, le renforcement du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, leur droit de regard, de contrôle et d'intervention à la direction et à la gestion des affaires publiques.

Le développement des luttes de la classe ouvrière et des autres couches sociales frappées par la politique du grand capital, la formation d'un vaste mouvement populaire peuvent aboutir à imposer de telles solutions. La lutte pour de telles transformations démocratiques est partie intégrante de la lutte pour le socialisme.

Dans cette perspective, le Parti suisse du Travail soutient les revendications immédiates de la classe ouvrière, telles que:

- sauvegarde de l'emploi,
- maintien et progression du niveau de vie,
- amélioration des conditions de travail, réduction du temps de travail et des cadences,
- avancement de l'âge de la retraite,
- amélioration des assurances sociales.

La norme, en régime capitaliste, veut que les périodes de crise représentent le moment de s'en prendre aux acquis sociaux et de remettre en question la politique sociale en même temps que la sécurité de l'emploi et le niveau de vie des travailleurs.

Mais les "normes" capitalistes sont précisément anormales et inacceptables.

Obnubilés par 40 ans de paix du travail et de collaboration de classe, les syndicats ont trop souvent de la peine à comprendre et même à écouter les revendications des travailleurs. La crise du capitalisme dépouille les relations sociales d'une partie du fatras idéologique qui en dissimulait la véritable nature, elle exigerait une attitude plus combative du mouvement syndical. Les possibilités de lutte revendicatives sont souvent mal utilisées par les syndicats et par leurs membres.

Le PST a toujours demandé à ses militants de se montrer actifs au sein du mouvement syndical parce que, même dominés par les représentants du réformisme, il regroupe la plus grande partie des travailleurs, ceux qui ont conscience de leur situation d'exploités.

C'est à l'entreprise, au chantier, au bureau que se posent les problèmes concrets de la classe ouvrière, c'est par l'entremise des syndicats que se discutent les contrats de travail, les revendications salariales et de façon générale, toutes les questions. Ne pas militer au syndicat, c'est travailler dans l'abstrait. Par la discussion des problèmes concrets, par l'exposé des solutions justes, nous pourrons convaincre les travailleurs de la nécessité d'un changement de société.

INDEPENDANCE NATIONALE

Le capitalisme suisse est étroitement lié à l'impérialisme mondial. La politique de la bourgeoisie tend à une intégration toujours plus avancée de la Suisse au sein du camp des Etats capitalistes impérialistes.

Le développement des sociétés multinationales, le rôle de place financière du monde capitaliste auquel est vouée la Suisse, la participation à l'exploitation commune des Etats du Tiers-Monde, la lutte idéologique contre le socialisme, tous ces facteurs incitent la bourgeoisie à l'abandon de certains principes touchant à l'indépendance et la neutralité. Or, le peuple suisse y tient, et avec raison.

Le PST respecte cet attachement. La marche au socialisme présuppose la paix, la coexistence pacifique, donc le maintien d'une réelle indépendance nationale, de la politique de neutralité, le développement des relations commerciales avec tous les Etats, sans exclusives. Le caractère unilatéral des échanges commerciaux doit être remplacé par l'universalité des échanges.

Sur le plan des relations politiques internationales, une Suisse socialiste pourrait jouer un plus grand rôle dans la recherche de solutions propres à accroître la sécurité internationale et la paix.

DEFENDRE LES LIBERTES

Plus la crise du capitalisme s'accroît, plus s'aggravent les tendances autoritaires, antidémocratiques au sein de la bourgeoisie.

La lutte pour une société socialiste, dont les fins sont le développement harmonieux de l'individu au sein d'une société organisée sur des principes de justice, implique la défense des libertés des citoyens lorsqu'elles sont menacées, leur extension, leur concrétisation dans tous les cas, la conquête de nouveaux droits et une nouvelle qualité de liberté.

La voie au socialisme est jalonnée par:

- l'extension des droits et des libertés démocratiques, individuels et collectifs,
- la démocratisation de tous les secteurs de la vie sociale,
- l'exercice des libertés d'expression, de presse, de pensée et de conscience,
- la protection des individus contre les atteintes portées à leur liberté par des officines privées ou par des organismes officiels,
- le fait enfin de donner un contenu réel aux libertés et aux droits en accordant à chacun les moyens que supposent ces droits et libertés.

POLITIQUE D'ALLIANCE

Parmi les formes variées de passage au socialisme, tenant compte des conditions actuelles, le PST a opté pour une stratégie d'union, de rassemblement populaire. Cela implique un long effort pour gagner la masse du peuple, pas à pas, étape par étape, d'expérience en expérience à la cause du socialisme.

Il s'assigne la tâche de rassembler la classe ouvrière et les forces progressistes. A cet effet, il collabore avec tous ceux qui, sur tel ou tel point, sont disposés à lutter contre le pouvoir capitaliste. Soit tous ceux qui, d'une manière quelconque, en sont victimes.

Au départ, les ententes avec les diverses couches de la population ne peuvent être que ponctuelles. Par exemple:

- alliance avec les commerçants pour lutter contre l'implantation de grandes surfaces à la périphérie des villes,
- soutien aux justes revendications des agriculteurs dont les revenus sont diminués par la politique de la bourgeoisie (contingentement laitier, etc)
- luttes pour le maintien d'usines ou d'industries menacées par le capital monopoliste et sa course au profit maximum (industrie horlogère, par exemple). Dans ce cas, la lutte pour le maintien de l'emploi rejoint la protestation contre le bradage des entreprises,
- soutien à des mouvements en lutte pour le progrès social, pour l'évolution de la démocratie et de la justice sociale, par exemple dans le domaine de l'avortement, des associations de quartiers ou autres groupements d'intérêts particuliers.

Le Parti ne doit négliger aucune possibilité, aucune occasion de faire connaître ses positions, ses propositions et les convergences avec des mouvements qui sont parfois très éloignés du marxisme au départ (Mouvement Populaire des Familles, etc).

Le Parti doit veiller à la collaboration avec des mouvements comme les AVIVO, exprimer sa constante solidarité avec les employés, les intellectuels, etc.

Parler sans cesse d'unité populaire, de rassemblement, sous-entend la recherche de l'unité d'action avec les forces politiques qui sont souvent les plus proches de nous.

La principale est, sans conteste, le Parti socialiste, parti réformiste certes, mais exprimant aussi la critique de ses membres envers la société capitaliste. Sous la pression de sa base et si nous faisons apparaître clairement la nécessité et l'avantage d'une telle alliance, il est possible d'obtenir une convergence d'action, une unité d'action entre le PS et le PST.

Ainsi, dans les cantons de Vaud et de Genève, un apparentement a pu être réalisé lors des dernières élections et des actions communes ont souvent été possibles ces dernières années. Pour être profitables, de telles alliances doivent être conclues sur des bases bien définies. L'exemple français doit être étudié avec soin dans ce domaine.

Il est du devoir des membres du PST de militer au sein des syndicats. Cela signifie que les syndicats doivent devenir des alliés.

Au Tessin, le Parti socialiste autonome nous rejoint sur plusieurs positions. Son représentant au Conseil national, élu grâce à l'apparentement PSA-PST siège dans un groupe parlementaire commun.

En Suisse alémanique, les POCH ont adopté des positions plus tourmentées. Un certain rapprochement a cependant pu se réaliser dans les années 1977-78 avec cette organisation.

Les ententes seront toujours plus faciles dans la mesure où cette formation abandonnera des positions gauchisantes, déclamatoires, où elle ne se fixera pas pour but la disparition de notre parti. Le respect du pluralisme des partis ne peut être à sens unique.

Rassemblement populaire pour une société socialiste

Lorsque nous préconisons une stratégie de rassemblement populaire pour accéder à une société socialiste, nous sommes en but aux critiques de gauche comme de droite.

Les gauchistes nous reprochent le caractère utopiste d'une telle stratégie.

C'est pourtant celle que le PST a choisie, gagner la masse du peuple, pas à pas, étape par étape et d'expérience en expérience.

Dès les débuts de l'organisation du prolétariat, il est apparu que "l'émancipation des travailleurs serait l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes", ainsi que le formulait Karl Marx (La Sainte Famille) "En même temps que la profondeur de l'action historique augmentera donc l'étendue de la masse dont elle est l'action."

C'est le peuple lui-même qui fait l'histoire, pas une poignée d'agitateurs, pas des hommes providentiels, pas des prodiges. Déjà, dans l'Internationale, on formulait cette idée:

" Il n'est pas de sauveur suprême - Ni dieu, ni césar, ni tribun - Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes..."

En analysant l'histoire de l'humanité, on s'aperçoit que les mutations socio-économiques s'accomplissent grâce à l'activité révolutionnaire énergique des masses.

Engels écrivait: "Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y opèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie."

Parlant devant le VIIème Congrès du Parti Communiste (bolchévique) Russe, en mars 1918, Lénine développait cette idée:

" ... Le socialisme ne peut pas être instauré par une minorité, par le Parti. Il ne peut l'être que par des dizaines de millions d'hommes quand ceux-ci auront appris à le faire eux-mêmes. Notre mérite, à nos yeux, est de nous efforcer d'aider les masses à se mettre immédiatement à l'oeuvre, au lieu d'apprendre ces choses dans les livres et dans les conférences. ..." (Lénine - Oeuvres tome 27 p 135)

Lénine reprenait cette idée, en la développant, lors du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste, en 1921 :

" ... Pour la victoire, il faut avoir la sympathie des masses. La majorité absolue n'est pas toujours nécessaire; mais pour vaincre, pour garder la victoire, il faut non seulement la majorité de la classe ouvrière (= le prolétariat industriel) mais aussi la majorité des exploités et des travailleurs ruraux."

Définissant la notion de "masse" durant la période révolutionnaire, il disait encore: " on entend par là la majorité de tous les exploités: une interprétation différente est inadmissible pour un révolutionnaire." (Lénine, Oeuvres tome 32)

Cette politique a depuis lors été développée dans le mouvement communiste. (exemples: VIIème Congrès de l'Internationale Communiste - Main tendue de Thorez aux catholiques en 1936, etc.) L'expérience historique a justifié cette politique.

Actuellement, des propos semblables sont tenus par des camarades étrangers:

Santiago Carillo - " Les partis communistes seront d'autant plus forts qu'ils seront mieux enracinés dans leur peuple, qu'ils comprendront et interpréteront plus clairement les problèmes et les intérêts de leur classe ouvrière et des courants progressistes de la société, qu'ils sauront mieux s'identifier aux intérêts fondamentaux de leur nation."

Georges Marchais - " Une troisième condition pour passer au socialisme est l'activité d'un parti apte à jouer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et à rassembler autour d'elle la paysannerie laborieuse, les intellectuels, les couches moyennes - c'est-à-dire un parti communiste."

Projet de programme du DKP (Parti communiste de l'Allemagne fédérale)-
" A la suite de la concentration et de la centralisation renforcée de la production et du capital dans les mains de la grande bourgeoisie et du développement du Capitalisme monopoliste d'Etat, il s'est produit une telle polarisation que la société est maintenant et plus clairement que jamais divisée en deux camps. D'un côté, se trouve un petit groupe de monopolistes et de multimillionnaires. De l'autre côté, il y a l'immense majorité du peuple, la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels, les artisans et petits commerçants et même le petit et moyen patronat. Toutes ces classes, couches et groupes sociaux sont soumis à la domination économique et politique du capital monopoliste. C'est sur la base de ces contradictions fondamentales que s'accroît la nécessité et la possibilité d'actions communes et d'une large alliance de la classe ouvrière et des forces non-monopolistes."

Sur ces bases théoriques, le PST élabore sa stratégie et sa tactique. Il veut rassembler la classe ouvrière et toutes les forces progressistes pour transformer la société. A cet effet, il recherche l'alliance de tous ceux qui luttent contre le capitalisme, de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, en sont les victimes.

Dans la "Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt", Karl Marx soulignait: "...c'est donc une absurdité de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie et, par dessus le marché, des féodaux, une même masse réactionnaire en face de la classe ouvrière."

Aujourd'hui, l'évolution du capitalisme, le rôle de place bancaire assigné à la Suisse dans le cadre de la division capitaliste du travail et des fonctions, l'extension des empires multinationaux, la poursuite d'une politique de capitalisme monopoliste d'Etat, conduisent au sacrifice de l'artisanat, de la paysannerie, des petites et moyennes entreprises, du petit commerce, de secteurs entiers de l'activité industrielle, de régions entières du pays. L'exploitation capitaliste ne pèse pas que sur les épaules de la classe ouvrière, d'autres couches de la population la ressentent. Leurs intérêts sont subordonnés à celui du capitalisme.

Faire comprendre cette communauté d'intérêt, en tirer les conséquences et les enseignements, les faire connaître au gré des circonstances, bref, créer un vaste rassemblement des forces ouvrières et des couches les plus larges contre la domination capitaliste, ce sont les leviers du changement de société.

Ainsi qu'il est dit dans la Thèse no 44 de juin 1971, "Cette alliance populaire devra associer progressivement (progressivement = au gré des luttes et des expériences communes) dans l'action des couches toujours plus larges d'ouvriers et d'employés, d'intellectuels et de cadres techniques, de paysans, d'artisans, de petits commerçants, ainsi que les organisations de défense des intérêts populaires."

C'est là un long travail, quotidien, qui peut paraître certes fastidieux aux plus pressés. Mais le PST souligne "la nécessité de grouper ces forces, aujourd'hui dispersées et divisées, et de forger peu à peu leur union à travers des actions communes pour la défense et l'affirmation de leurs intérêts commun contre la toute-puissance de la finance et des monopoles." (Thèse 44)

Parmi les exemples d'ententes possibles, ponctuelles au départ, mais qui doivent permettre des convergences, il y a l'alliance avec les petits commerçants pour lutter contre l'implantation des grandes surfaces à la périphérie des grandes villes, le soutien des revendications des agriculteurs et des producteurs dont les revenus sont diminués, par des contingents laitiers, par les importations massives, etc., les luttes pour le maintien d'entreprises ou d'industries menacées par la politique capitaliste, comme les textiles ou l'horlogerie, la collaboration avec des organisations de défense des locataires, avec le Mouvement populaire des familles, avec le Rassemblement Jurassien, avec les organisations féminines, etc. etc.

Notre parti ne doit négliger aucune occasion de faire connaître ses positions, ses propositions, et de travailler en contact étroit avec les forces de progrès.